

Université du Québec à Montréal  
Département de science politique  
Session Hiver 2012

Plan de cours

-----

**POL4202-10**

*Mouvements sociaux et politiques au  
Québec*

Professeur : André Lamoureux

Bureau : A-3690

Téléphone : (514) 987-3000, poste 7957

Disponibilité : lundi 11h30-13h30

Courriel : lamoureux.andre@uqam.ca

**Descripteur du cours**

À partir des différentes théories des mouvements sociaux, présentation de ce phénomène (définition, typologie) en rapport avec les processus de transformation du Québec de 1960 à nos jours. Analyse de l'évolution de certains mouvements, dont les mouvements étudiant, syndical, féministe et altermondialiste

**Note : le présent plan de cours ne doit pas être considéré comme un simple document de référence mais bien comme un instrument de travail servant au suivi continu de l'enseignement. Veuillez donc l'avoir en votre possession à chaque semaine.**

**Présentation du cours**

Le présent cours *Mouvements sociaux et politique au Québec* est offert au choix dans le **Baccalauréat en science politique**. Ce cours vise à développer une compétence particulière dans le domaine des mouvements sociaux et de la dynamique politique qui leur est propre, tout particulièrement en territoire québécois pour la période s'étendant des années 1960 à nos jours. Pour maîtriser cette compétence, certaines notions et approches théoriques en sociologie des mouvements sociaux devront être passées en revue tout en les jumelant à une solide connaissance des grands développements sociopolitiques contemporains qui ont marqué le

Québec. À cet égard, il faut préciser que l'étude de la mouvance des rapports sociaux en science politique est d'ailleurs trop souvent négligée. En science politique, on a souvent tendance à privilégier l'aspect institutionnel, l'étude de la nature des régimes et des États, leur mode d'organisation et de fonctionnement, ainsi que les processus décisionnels qui les caractérisent. Pourtant, tout changement politique majeur est généralement le produit de bouleversements sociaux marquants, de la dialectique des rapports sociaux, de la dynamique concrète entre les groupes, les mouvements et les classes qui mettent de l'avant leurs intérêts, leurs idéologies et leur « cause ». On parle donc davantage ici de débats, d'oppositions, de conflits et de rapports de pouvoirs qui se manifestent dans la société civile. Ce bouillonnement pousse invariablement vers le changement mais il est aussi immanquablement accompagné d'ondes de chocs et de contre-chocs. S'il y bien une société qui a été bousculée par cette dynamique des rapports sociaux venant chambarder les bases de la société civile depuis les dernières décennies, c'est bien le Québec. Comprendre la dynamique de la vie politique qui s'établit présentement dans la société québécoise exige donc un examen en profondeur des transformations sociopolitiques qui l'ont modelée.

Quelle que soit votre propre destinée personnelle, que vous vous dirigiez vers le domaine de l'analyse, de la recherche, de l'enseignement, de la communication politique, de la gestion publique ou de l'action politique partisane, une telle connaissance de la dynamique des mouvements sociaux au Québec représentera un point d'ancrage, un atout essentiel de votre formation spécialisée.

## **Les parties essentielles du cours**

**Au point de départ**, en conformité avec le descripteur officiel, ce cours vous permettra de maîtriser les dimensions conceptuelles et théoriques relatives à la mouvance des rapports sociaux et des mouvements sociaux. Après un tour d'horizon sur un certain nombre de concepts fondamentaux qui serviront d'outils pour l'analyse des problématiques sociopolitiques abordées au cours, cette première partie abordera tout particulièrement quelques approches théoriques relatives aux mouvements sociaux, dont celles d'Alain Touraine, d'Alberto Melucci et de Serge Denis. **Le deuxième bloc** sera consacré à une appréciation pointue du développement et de la crise de l'État-providence qui s'en est suivie sous l'impact du néolibéralisme, processus qui s'est avéré marquant au sein de la société québécoise depuis les années 1960. Seront aussi décortiquées les problématiques de la concentration croissante de la richesse, de la précarisation du travail, du grand désarroi des classes moyennes et des exclusions sociales multipliées depuis les années 1980. **La troisième partie** sera entièrement vouée à l'analyse d'une autre « révolution » qui a transformé radicalement le Québec depuis les années 1960, à savoir l'analyse du processus d'émancipation des femmes et des mouvements féministes qui ont accompagné ce

parcours. **La quatrième partie** sera dévolue à l'étude des mouvements pacifistes, écologistes et altermondialistes qui ont émergé au Québec au cours des dernières décennies. Les fondements théoriques et explicatifs de cette nouvelle transformation sociopolitique seront explorés de même que les caractéristiques et le déploiement de ces mouvements. **En cinquième partie**, le cours sera consacré entièrement au parcours de la gauche québécoise depuis les années 1960 en scrutant les mouvements qui ont cherché tant bien que mal à percer sur la scène politique québécoise. On pourrait caractériser cette partie comme une exploration au sein de ces diverses expériences de manière à comprendre les tenants et aboutissants des difficultés que la gauche a pu rencontrer de manière à devenir une force d'impact en sol québécois. Le but premier de cette section sera d'approfondir et d'expliquer ces difficultés jusqu'à la fondation de Québec solidaire. Enfin, **la sixième et dernière partie** du cours sera consacrée à une ancienne et toute nouvelle bataille sociopolitique qui secoue le Québec, à savoir celle de la laïcité. *Ancienne* au sens que la volonté d'affirmer la séparation de l'Église et de l'État s'est inscrite comme une autre « révolution tranquille » qui a été au cœur de l'émancipation du peuple québécois à compter des années 1960 ; *nouvelle* aussi dans la mesure où à la faveur du débat sur les « accommodements raisonnables », l'incursion de symboles, de pratiques et de signes religieux dans les institutions de l'État a refait surface depuis les années 1990 et secoue toute la société québécoise. Cette section cherchera à comprendre cette aspiration profonde à la laïcité qui s'est forgée lentement mais solidement au Québec en considérant les mouvements sociaux qui ont été les acteurs de ce changement. Il s'agira de soulever certains questionnements sur les fondements de l'État canadien qui, de toute évidence, n'a pas parachevé cette réalisation démocratique que représente la séparation de l'Église et de l'État. Un questionnement percutant dans la mesure où de nouveaux mouvements sociaux à caractère religieux et identitaire réclament le droit d'afficher leurs pratiques et signes religieux dans le cadre des institutions régies par l'État.

Ce sont là les éléments essentiels qui seront abordés dans le présent cours. Il vise notamment à développer votre **capacité d'analyse** et votre **sens critique**, tout en renforçant votre **potentiel argumentaire** sur des enjeux sociopolitiques de l'heure.

## Les objectifs généraux du cours

Au terme du présent cours, chaque étudiant devrait être en mesure:

1. ➤ de distinguer les concepts et les approches théoriques permettant une analyse scientifique des rapports sociaux et des mouvements sociaux propres aux sociétés industrielles contemporaines, dont le Québec notamment;

2. ➤ de circonscrire le développement de l'État-providence ainsi que les failles progressives qui affaiblissent ce modèle au Québec dans un contexte d'affirmation du néolibéralisme;
3. ➤ de connaître les concepts d'oppression spécifique et de discrimination systémique en relation avec le mouvement d'émancipation des femmes au Québec et de repérer les principales étapes suivies par les mouvements féministes au Québec depuis les années 1960 notamment ;
4. ➤ de repérer la dynamique de développement des mouvements pacifistes et écologistes au Québec au cours des dernières décennies et d'en circonscrire les principales tendances ;
5. ➤ de saisir les traits fondamentaux du mouvement altermondialiste, ses multiples fronts de résistance et ses caractéristiques au Québec tout en reconnaissant l'apport et les limites de l'action politique de ces mouvements ;
6. ➤ de saisir le dilemme de la formation d'un parti de gauche d'impact au Québec et de distinguer les principales expériences et mouvements qui ont visé la création d'un tel parti depuis les années 1960;
7. ➤ de circonscrire les étapes et les mouvements qui se sont inscrits dans la longue marche pour la laïcité au Québec depuis les années 1960, en lien avec la problématique de l'inachèvement séparation de l'Église et de l'État ainsi qu'avec les questionnements nouveaux qui se posent devant la résurgence et l'incursion de référents religieux dans les institutions de l'État ;
8. ➤ d'utiliser correctement la langue française dans les productions écrites.

## Contenu détaillé

### Partie 1

## **Classes sociales, rapports sociaux et mouvements sociaux La mouvance sociale dans les sociétés contemporaines.**

(Semaines 1 et 2)

1. Les inégalités sociales et le concept de pauvreté.
2. Les classes sociales.
3. La notion de rapports sociaux.
4. Le rôle des idéologies, des valeurs et de la culture dans le processus de changement social.
5. Les problématiques de la jeunesse et le concept de génération : limites et controverses.
6. Les mouvements sociaux (MS) et les nouveaux mouvements sociaux (NMS): nature et approches théoriques.
  - Alain Touraine ;
  - Alberto Melucci ;

- Serge Denis.
7. Configuration des mouvements sociaux au Québec : schéma proposé en considérant les questions sociales et la question nationale québécoise.

## **Partie 2**

### **État-providence, néolibéralisme et mouvements sociaux**

(Semaines 3 et 4)

1. L'État-providence et son développement au Québec.
2. Néolibéralisme et contre-réformes sociales au Québec.
3. Social-démocratie, crise de l'État-providence et mouvements sociaux.
4. De quelques problèmes sociaux de la société néolibérale:
  - Concentration de la richesse et inégalités croissantes ;
  - Le travail atypique et la précarisation ;
  - Le grand désarroi des classes moyennes.
5. Crise de l'intégration sociale et multiplication des marginalités « excluantes » : l'analyse de Madeleine Gauthier
6. L'exclusion sociale : le cas des jeunes de la rue et la contribution de M. Parazelli.
7. Le mouvement des indignés : de quelques réflexions.

## **Partie 3**

### **Émancipation des femmes et mouvements féministes**

(Semaines 5 et 6)

1. La querelle des écoles de pensée.
2. D'hier à aujourd'hui, les manifestations concrètes de l'oppression spécifique et de la discrimination systémique subies par les femmes au Québec.
  - L'oppression spécifique;
  - La discrimination systémique.
3. La marche des femmes vers l'égalité : les étapes du mouvement féministe au Québec.
  - Le féminisme libéral
  - La radicalisation du mouvement féministe et la jonction avec le mouvement syndical: du féminisme radical au féminisme de type social-démocrate.
  - Le féminisme institutionnel.
  - Le féminisme « solidaire ».
4. La situation de la femme à l'étape présente au Québec : esquisse de bilan.

Semaine 7 : examen de mi-session (20 février)

Semaine 8 : semaine de lecture (du 27 février au 5 mars : priorité au travail de session à produire)

#### Partie 4

### **Pacifisme, écologisme et mouvement altermondialiste**

(Semaines 9 et 10)

1. Du **pacifisme à l'écologisme**. Examen d'un processus de développement à compter des années 1960.
  - a) Le pacifisme: révolte d'hier, révolte d'aujourd'hui.
  - b) Les fondements théoriques de l'idéologie écologiste.
  - c) Les principales tendances de la mouvance écologiste :
    - Le courant naturaliste et conservateur ;
    - Le courant culturaliste et progressiste de gauche (proche de la social-démocratie) ;
    - L'écologisme alternatif, libertaire et anti-productiviste ;
    - L'ecosocialisme. L'alliance entre l'écologisme et le socialisme marxiste.
  - d) De l'action politique écologiste.
    - Les mouvements écologistes sans parti.
    - Les « partis verts » (des années 1960 à nos jours).
  
2. La **mouvance altermondialiste**.
  - a) Les origines de l'altermondialisme et ses multiples fronts de résistance.
  - b) Les caractéristiques du mouvement altermondialiste
  - c) Le déploiement du mouvement au Québec
  - d) De l'action politique des NMS dans un contexte de globalisation : « l'entrée en politique » ?

#### Partie 5

### **Les parcours de la gauche au Québec depuis 1960 Mouvements et difficile percée sur la scène politique**

(Semaines 11 et 12)

1. La question de l'action politique indépendante des travailleurs et du mouvement ouvrier.
2. La fondation du NPD : échec et éclatement sur la question nationale québécoise.
3. Le Parti socialiste du Québec (1963-1968).

4. Des Comités de citoyens à l'expérience du FRAP (1970-1974).
5. Raymond Laliberté et la reprise en charge du NPD au Québec (1971-1973).
6. Le Regroupement des militants syndicaux (1974-1980).
7. La coalition NPD-RMS de 1976 : une expérience à contre-courant.
8. La bataille pour un « Parti des travailleurs » (1978) : un rendez-vous manqué.
9. Le Mouvement socialiste (1980-1988).
10. Du rebond du NPD au Québec (1984-1988) à la marginalisation du Parti de la démocratie socialiste.
11. Une nouvelle avenue s'ouvre : du RAP à l'UFP à l'Option citoyenne.
12. **Québec solidaire** : un nouvel envol? Analyse de la portée et des limites de cette nouvelle incursion de la gauche au Québec (programme, leadership, performances...).
13. L'impact des résultats des élections fédérales du 2 mai 2011 et de la « vague orange » sur le Québec.
14. De quelques réflexions : les expériences de la gauche québécoise et l'intégration obligée de la question nationale québécoise.

## Partie 6

# La bataille de la laïcité au Québec

(Semaines 13et 14)

- ▶ La question de la séparation de l'Église et de l'État et la problématique de l'inachèvement de la démocratie au Canada et au Québec :
  - L'AANB de 1867, le maintien de privilèges confessionnels en éducation et l'omniprésence de l'Église dans les institutions publiques;
  - La lente progression d'une « laïcité de fait » ;
  - La Charte canadienne des droits et libertés, le multiculturalisme et l'incursion de symboles religieux dans l'État.
- ▶ La longue marche pour l'extension de la laïcité depuis 1960 :
  - Le Mouvement laïque de langue française (1960-1969).
  - La bataille pour l'exemption de l'enseignement religieux (1967).
  - L'AQADER, la laïcité et la lutte contre le Mouvement scolaire confessionnel.
  - La déconfessionnalisation des commissions scolaires (1997)
  - La lutte sans relâche du Mouvement laïque québécois (1981- ).
- ▶ La résurgence des intégrismes et les nouveaux enjeux de la laïcité :
  - La montée des mouvements intégristes et identitaires;
  - L'incursion des particularismes religieux dans les institutions de l'État ;
  - La « laïcité ouverte » à la présence du religieux dans les rouages de l'État ;

- La question du port des symboles religieux par les agents de l'État ;
- La problématique du cours d'éthique et de culture religieuse dans les écoles québécoises ;
- Le mouvement pour une Charte de la laïcité au Québec.

## Méthodologie

Dans sa prestation, le cours comportera à la fois des exposés magistraux, des exercices d'analyse, du travail d'équipe et des discussions avec les étudiants sur les thèmes abordés. Chaque cours comportera une pose en mi-séance. Dans la mesure du possible et selon les nécessités, nous utiliserons un support multimédia et certaines ressources disponibles sur le WEB. Deux recueils de textes seront utilisés pour couvrir la matière du cours et devront être achetés à la Coop. Il y aura donc passablement de lectures à faire au cours de la session. Les lectures à effectuer seront annoncées d'avance à chaque semaine. Par ailleurs, l'enseignant offrira une période de disponibilité au bureau le lundi, de 11h30 à 13h30.

### Examens et disponibilité

Le cours comportera deux examens, l'un à la mi-session (**7<sup>e</sup> semaine, le 20 février**), l'autre à la fin de la session (**15<sup>e</sup> semaine, le 23 avril**). La pondération de chacun de ces examens sera de 20% pour le premier et de 25% pour le deuxième. Pour chaque examen, certaines questions seront objectives tandis que la plupart seront à développement. Avant chaque examen, il y aura une période de récapitulation en classe. Une disponibilité hebdomadaire sera aussi évidemment assurée, le lundi de chaque semaine de 11h30 à 13h30.

### La recherche sur une problématique sociopolitique impliquant une dynamique des mouvements sociaux au Québec

Chaque étudiant devra travailler sur une problématique de son choix. Il peut s'agir aussi d'une équipe de deux étudiants au maximum. Cette recherche sur une problématique sociopolitique devra être clairement formulée et s'inscrire dans le processus des changements sociaux survenus depuis les années 1960. Comme l'indique le descripteur de cours, elle devra s'inscrire dans une **perspective d'analyse se situant dans la période s'échelonnant des années 1960 à nos jours**. Il ne s'agit donc pas ici d'effectuer une recherche historique ou diachronique sur un thème particulier mais bien de circonscrire une problématique sociopolitique dans le contexte québécois



contemporain. En tout état de cause, le choix de la question de la problématique devra être effectué dès les premières semaines de cours.

De manière générale, la problématique choisie devra être justifiée compte tenu de son importance, de la dynamique des mouvements sociaux qu'elle sous-tend et de la portée politique majeure qu'elle revêt au Québec. Cette recherche vous permettra de transférer vos compétences acquises dans le cours, de les enrichir et les approfondir dans le cadre de l'analyse concrète d'une problématique. Elle devra évidemment être appuyée par une revue de la littérature et mettre en lumière à la fois les divers intérêts en cause ainsi que les forces sociales, les mouvements sociaux et les différents acteurs politiques impliqués. Les options idéologiques devront aussi être mises en évidence. **Il faudra donc développer votre capacité de recherche documentaire**: fouiller la littérature spécialisée sur le sujet, les livres, des articles de revues scientifiques, les orientations et missions des mouvements sociaux impliqués, leurs actions, les documents qu'ils ont produits, leurs déclarations, leurs prises de position, les données statistiques au besoin, la législation et la réglementation pertinentes, les positions des acteurs impliqués, des partis, du gouvernement, les publications de certains organismes ou groupes d'intérêts, etc. Il faudra donc mettre en oeuvre votre sens de l'initiative. **Il faudra également développer votre capacité d'analyse** en relation avec cette question étudiée. La couverture de la presse écrite et parlée, précisons-le, ne peut remplacer la fouille de la littérature spécialisée sur la problématique étudiée. Elle ne peut servir mais qu'à titre d'éléments d'information complémentaires.

### **Un cheminement de la recherche en deux étapes : l'étude d'un mouvement social et le travail de session sur la problématique sociopolitique étudiée**

Tout d'abord, vous aurez à produire une étude sur un mouvement social d'importance qui est impliqué directement dans la problématique sociopolitique choisie, celle-ci devant être fouillée et décortiquée subséquemment dans votre travail. Cette étude d'un mouvement social devra contenir : une présentation de ce mouvement et **de la cause sociale qu'il défend**; une analyse de ses **racines sociales** ou de ses **fondements sociaux**; une **appréciation de son importance quantitative et qualitative** dans la société et par rapport à la problématique sociopolitique que vous comptez déchiffrer; une mise en situation des principales **actions, batailles** ou **réalisations** accomplies par ce mouvement au cours de son cheminement; et enfin, une **analyse plus globale** relative à la place que prend ce mouvement social dans le cadre de la problématique sociopolitique que vous scruterez tout le long de la session.

Cette étude de mouvement social devra être remise à la 6<sup>e</sup> semaine de cours, soit le 13 février. Sa pondération sera de 15%. Un guide préparatoire vous sera transmis à l'avance de façon à vous encadrer dans cette réalisation.

Partant de cette première production, la recherche devra ensuite suivre son cours, être formalisée, structurée, approfondie et détaillée jusqu'à la production d'un **travail final**. La date de dépôt de ce travail sera la 13<sup>e</sup> semaine de cours, soit le 2 avril. Ce travail de session vaudra 40% des points. De manière à vous soutenir dans votre démarche, un guide préparatoire vous sera aussi transmis à la cinquième semaine de cours. Il inclura les consignes de même que les critères d'évaluation.

L'ensemble des guides vous seront transmis en format PDF par voie de courriels.

### **Les retards quant à la remise du travail, les absences aux examens et le plagiat**

Tout retard dans la remise du travail final sera pénalisé au rythme de 10% par jour. Au-delà de cinq (5) jours, la note attribuée sera de **zéro (0)**. N'oubliez pas qu'en mon absence, vous devez remettre les travaux au secrétariat du Département de science politique (A-3405) de manière à officialiser la date de remise. Les absences aux examens, sans raison médicale attestée, entraîneront aussi la note **zéro (0)**. Les cas de cause majeure seront jugés par le professeur. En tout état de cause, toute demande de report du premier examen devra être appuyée par une attestation médicale démontrant qu'il vous était impossible d'y assister. Vous devez m'en avvertir au plus tard 2 jours après l'épreuve d'évaluation. Par ailleurs, tout cas de plagiat survenant à l'occasion d'un examen ou de la réalisation d'une production écrite entraînera la note zéro (voir encadré).

### **Évaluation (résumé)**

Étude d'un mouvement social.....	15%
Travail de session.....	40%
Examens (20% et 25 % ).....	<u>45%</u>
<b>TOTAL</b> .....	<b>100%</b>

## Échéancier

<b>Première semaine:</b> (9 jan.)	Rapports sociaux et mouvements sociaux
<b>Deuxième semaine:</b> (16 jan.)	Rapports sociaux et mouvements sociaux. <b>Transmission du guide pour l'étude d'un mouvement social.</b>
<b>Troisième semaine:</b> (23 jan.)	État-providence, néolibéralisme et mouvements sociaux
<b>Quatrième semaine :</b> (30 jan.)	État-providence, néolibéralisme et mouvements sociaux
<b>Cinquième semaine :</b> (6 fév.)	Émancipation des femmes et mouvements féministes. <b>Transmission du guide pour le travail.</b>
<b>Sixième semaine:</b> (13 fév.)	Émancipation des femmes et mouvements féministes. <i>Dépôt de l'étude d'un mouvement social.</i>
<b>Septième semaine:</b> (20 fév.)	<i>Premier examen</i>
<b>Huitième semaine :</b> (27 fév.)	<b>Semaine de lecture. Disponibilité au bureau. Encadrement-travaux.</b>
<b>Neuvième semaine:</b> (5 mars)	Pacifisme, écologisme et altermondialisme
<b>Dixième semaine:</b> (12 mars)	Pacifisme, écologisme et altermondialisme
<b>Onzième semaine:</b> (19 mars)	La gauche au Québec depuis 1960
<b>Douzième semaine:</b> (26 mars)	La gauche au Québec depuis 1960
<b>Treizième semaine:</b> (2 avril)	La bataille de la laïcité. <i>Dépôt du travail (le lundi 2 avril)</i>
<b>Quatorzième sem. :</b> (16 avril)	La bataille de la laïcité
<b>Quinzième sem. :</b> (23 avril)	<i>Examen final</i>

## Bibliographie

- BAILLARGEON Normand, PIOTTE Jean-Marc, *Au bout de l'impasse, à gauche : récits de vie militante et perspectives d'avenir*, Montréal, Lux, 2007, 214 p.
- BAILLARGEON N., PIOTTE J.-M., *Le Québec en quête de laïcité*, Montréal, Écosociété, 2011, 164 p.
- BEAUDET Pierre, « Adversaires ou alliés de la gauche? Que faire avec les Verts? » dans *Écosocialisme ou barbarie*, Montréal, Nouveaux cahiers du socialisme, no 6, Automne 2011, Éditions Écosociété, 2011, p 210-216
- BEAUPRÉ-LAFOREST C. « Les origines de Québec solidaire : les autres expériences de la gauche électorale québécoise » dans Francis Dupuis-Déri (sous la dir.), *Québec en mouvements*, Montréal, Lux Éditeur, 2002, p. 133-145
- BOUTIN Gérald, LE CREN Frédéric, *Le partenariat : entre utopie et réalité*, Montréal, Éditions nouvelles, 2004, 127 p.
- BRETON Gaétan, *Tout doit disparaître : partenariats public-privé et liquidation des services publics*, Montréal, Lux, 2005, 144 p.
- Bulletin d'histoire politique, *La gauche au Québec depuis 1945*, Montréal, AQHP / VLB Éditeur, BHP vol.19 no 2, 2011, 280 p.

- CANET R., et DUFOUR P.,  
CONWAY J., « Les dynamiques de l'altermondialisme au Québec » dans P. Beudet, R. Canet et M.-J. Massicotte *L'altermondialisme / Forums sociaux, résistance et nouvelle culture politique*, Montréal, Éditions Écosociété, 2010, p.201-220
- COHEN Yolande, « Le rôle des mouvements de femmes dans l'élargissement de la citoyenneté au Québec », dans Gagnon Alain.-G., *Québec: État et société*, Montréal, Québec/Amérique, 1994, p.181-202.
- COMMONER Barry, *L'encercllement*, Paris, Seuil, « Science ouverte », 1972, 300 p.
- Conseil du statut,  
de la femme *Affirmer la laïcité, un pas de plus vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes*, Direction des communications, Conseil du statut de la femme, Québec, 2011, 161 p.
- CÔTÉ-BOUCHER K.  
HADJ-MOUSSA Ratiba, « Malaise identitaire : islam, laïcité et logique préventive en France et au Québec » *Cahiers de recherche sociologique*, no 46, septembre 2008, p.61-77
- BENHABIB, Djemila, *Les soldats d'Allah à l'assaut de l'Occident*, Montréal, VLB Éditeur, 2011, 295 p.
- DELAGE J.P., Histoire de l'écologie, Paris, La Découverte, 1991, 330 p.
- DENIS Serge, *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui : le déclin du politique comme procès de politisation*, Québec. Presses de l'Université Laval, 2005, 141 p.
- DENIS R., DENIS S., « L'action politique des syndicats québécois, de la révolution tranquille à aujourd'hui », dans Alain-G. Gagnon (sous la dir.), *Québec : État et société*, Montréal, Éditions Québec Amérique, 1994, p. 153-180
- DESCARRIES Francine, «Le projet féministe à l'aube du XXIe siècle: un projet de libération et de solidarité qui fait toujours sens», *Cahiers de recherche sociologique*, no. 30, 1998, p.179-210
- DOSTALER Gilles, *Keynes et ses combats*, Paris, Albin Michel, Coll. « Bibliothèque de l'Évolution de l'Humanité », 2008, 628 p.
- DUFOUR Pascal, « Des femmes en marche : vers un féminisme transnational? » dans Francis Dupuis-Déri (sous la dir.), *Québec en mouvements*, Montréal, Lux Éditeur, 2002, p. 57-70
- DUMONT Fernand,  
(sous la dir.) *Traité des problèmes sociaux*, Québec, IQRC, 1994, 1164 p.
- Dupuis-Déri, Francis, « Le mouvement contre la guerre », dans Francis Dupuis-Déri (sous la dir.), *Québec en mouvements*, Montréal, Lux Éditeur, 2008, p.199-214

- DUVAL Micheline, "Le féminisme: mouvement des femmes", dans Maire-Gérin Lajoie (sous la dir.) *Idéologies et régimes politiques*, Éditions MGL, 1992, p. 843-877.
- FORTIER Jean,  
ROY Shirley, "Les jeunes de la rue et l'intervention: quelques repères théoriques", *Cahiers de recherche sociologique*, no. 27, 1996, p.127-145.
- GAUTHIER Madeleine, « Entre l'excentricité et l'exclusion : les marges comme révélateur de la société », *Sociologie et sociétés*, Vol. XXVI, no 2, Automne 1994, p 177-188
- GAUTHIER Madeleine, "Précaires un jour...? ou quelques questions à propos de l'avenir des jeunes contemporains", *Sociologie et sociétés*, vol. XXVIII, no.1, printemps 1996, p.135-146
- GEORGE Suzan, *La pensée enchaînée. Comment les droites laïque et religieuse se sont emparées de l'Amérique*, Paris, Fayard, 2007, 319 p.
- GORZ André, *Écologie et politique*, Paris, Seuil, "Points-Politique", 1978, 245 p.
- JURDANT Michel, *Le défi écologiste*, Montréal, Boréal Express, 1984, 432 p.
- GUAY N.,  
LÉTOURNEAU J., « Le mouvement syndical et l'altermondialisme, une recomposition des alternatives politiques » dans P. Beudet, R. Canet et M.-J. Massicotte, *L'altermondialisme / Forums sociaux, résistance et nouvelle culture politique*, Montréal, Éditions Écosociété, 2010, p.254 - 268
- GILL Louis, *Le néolibéralisme* Montréal, Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, 2002, 84 p.
- Hirsi Ali, *Insoumise*, Paris, Robert Laffont, 212 p.
- JURDANT Michel, *Le défi écologiste*, Montréal, Boréal Express, 1984, 432 p.
- LAMOUREUX André, *Le NPD et le Québec, 1958-1985*, Montréal, Éditions du Parc, 1985, 230p.
- LEMIRE Marc, « Les mouvements sociaux face à la globalisation des marchés » dans Alain-G. Gagnon (sous la dir.), *Québec : État et société*, tome 2, Montréal, Éditions Québec Amérique, 2003, p. 277-304
- LESEMANN Frédéric, "La pauvreté: aspects sociaux", dans Dumont F. *Traité des problèmes sociaux*, Québec, IQRC, 1994, p. 581-604.
- LOWY Michael, *Écologie et écosocialisme*, Paris, Éditions Syllepse, 2005, 156 p.
- MAILLÉ Chantal, « Le mouvement des femmes au Québec : Histoire et actualité » dans Alain-G. Gagnon (sous la dir.), *Québec : État et société*, tome 2, Montréal, Éditions Québec Amérique, 2003, p. 323-341

- MASSICOTTE Marie-Josée, « Confronter la mondialisation néolibérale » dans P. Beaudet, R. Canet et M.-J. Massicotte, *L'altermondialisme / Forums sociaux, résistance et nouvelle culture politique*, Montréal, Éditions Écosociété, 2010, p.21- 43
- MELUCCI Alberto, « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux », *Sociologie et sociétés*, Vol. X, no 2, 1978, p 37- 54
- MOUTERDE Pierre  
(sous la dir.) *L'avenir est à gauche : douze contributions pour un renouvellement de la gauche au Québec*, Montréal, Écosociété, 2008, 175 p
- NEVEU Érik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 1996, 122p,
- PARAZELLI Michel, “Les pratiques de socialisation marginalisée des jeunes de la rue dans l’espace urbain montréalais”, *Cahiers de recherche sociologique*, no. 27, 1996, p. 47-61.
- PARAZELLI Michel, *La rue attractive : parcours et pratiques identitaires des jeunes de la rue*, Sainte-Foy, Presse de l’Université du Québec, 2002, 358 p.
- POULIN Richard, « Crises économiques, inégalités sociales et écosocialisme » dans *Écosocialisme ou barbarie*, Montréal, Nouveaux cahiers du socialisme, no 6, Automne 2011, Éditions Écosociété, 2011, p. 6-25.
- RIFKIN Jeremy, *La fin du travail*, Paris / La Découverte, Montréal / Boréal, 1996, 435 p.
- ROSANVALLON Pierre *La nouvelle question sociale. Repenser l’État-providence*, Paris, Seuil, 1995, 222 p.
- ROUSSOPOULOS Dimitrios, *L’écologie politique : au-delà de l’environnementalisme* Montréal, Éditions Écosociété, 1994, 140 p.
- SIMONNET Dominique, *L’écologisme*, Paris, Presses universitaires de France, "Que sais-je?", 1979, 127 p.
- TAMZALI Wassila, *Une femme en colère*, Paris, Gallimard, 2009, 148 p.
- TAYLOR Charles  
MACLURE Jocelyn *Laïcité et liberté de conscience*, Montréal, Boréal, 2011, 164 p.
- TOURAINÉ Alain, « Au-delà d’une société du travail et des mouvements sociaux », *Sociologie et sociétés*, Vol. XXIII, no 2, Automne1991, p 27-41
- ZIGLER Jean, *Les nouveaux maîtres du monde*, Paris, Fayard, 2002, 361 p.

LE CENTRE PAULO FREIRE

Le Centre Paulo Freire, qui est animé par des étudiantes et étudiants de deuxième et troisième cycles sera ouvert 5 jours par semaine, au local A-3645. Le Centre offre un service d'appui académique aux étudiantes et étudiants inscrits dans les programmes de science politique. Pour connaître leurs heures d'ouverture, SVP composez le 514 987-3000 poste 2544.

PLAGIAT

Règlement no 18 sur les infractions de nature académique

Tout acte de plagiat, fraude, copiage, tricherie ou falsification de document commis par une étudiante, un étudiant, de même que toute participation à ces actes ou tentative de les commettre, à l'occasion d'un examen ou d'un travail faisant l'objet d'une évaluation ou dans toute autre circonstance, constituent une infraction au sens de ce règlement

La liste non limitative des infractions est définie comme suit :

- la substitution de personnes ;
- l'utilisation totale ou partielle du texte d'autrui en le faisant passer pour sien ou sans indication de référence ;
- la transmission d'un travail pour fins d'évaluation alors qu'il constitue essentiellement un travail qui a déjà été transmis pour fins d'évaluation académique à l'Université ou dans une autre institution d'enseignement, sauf avec l'accord préalable de l'enseignante, l'enseignant ;
- l'obtention par vol, manœuvre ou corruption de questions ou de réponses d'examen ou de tout autre document ou matériel non autorisés, ou encore d'une évaluation non méritée ;
- la possession ou l'utilisation, avant ou pendant un examen, de tout document non autorisé ;
- l'utilisation pendant un examen de la copie d'examen d'une autre personne ;
- l'obtention de toute aide non autorisée, qu'elle soit collective ou individuelle ;
- la falsification d'un document, notamment d'un document transmis par l'Université ou d'un document de l'Université transmis ou non à une tierce personne, quelles que soient les circonstances ;
- la falsification de données de recherche dans un travail, notamment une thèse, un mémoire, un mémoire-créditation, un rapport de stage ou un rapport de recherche.

Les sanctions reliées à ces infractions sont précisées à l'article 3 du Règlement no 18.

Pour plus d'information sur les infractions académiques et comment les prévenir : [www.integrite.uqam.ca](http://www.integrite.uqam.ca)

ENTENTE D'ÉVALUATION

6.9 Entente d'évaluation

6.9.2 Objet de l'entente d'évaluation

Une entente [démocratique] doit intervenir entre [l'enseignantE] et les [étudiantEs inscritEs] à ce groupe-cours sur les aspects particuliers suivants :

- a) le nombre et les échéances des évaluations;
- b) la pondération respective des contenus ou objets d'évaluation dans l'évaluation globale.

Cette entente doit respecter les modalités et échéances déjà établies, lorsque s'effectue une évaluation commune à plusieurs groupes d'un même cours.

6.4 Modalités d'application de l'évaluation et de la notation

- a) Si un examen fait partie des modalités d'évaluation, il ne peut intervenir dans le résultat global pour plus de cinquante pour cent (50%). Les autres éléments d'évaluation ne sont pas assujettis à cette disposition.
- b) Si l'évaluation porte sur un unique travail de trimestre, la production de ce travail doit donner lieu à plus d'une évaluation et à l'attribution d'une notation d'étape.

6.9.3 Procédure

Cette entente [démocratique] doit être consignée et doit intervenir dans les deux semaines qui suivent le début officiel des cours (ou dans un laps de temps proportionnel s'il s'agit d'un cours à horaire spécial). L'entente à laquelle souscrivent [l'enseignantE] et la majorité des [étudiantEs présentEs] doit être signée par [l'enseignantE] et par deux [étudiantEs] du groupe-cours qui agissent alors à titre de témoins.